



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ, 25 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1960

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
52

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Βελιγραδίῳ ὑπογραφέντος τῇ 6ῃ Νοεμβρίου 1959 Πρωτοκόλλου τῆς 1ῆς Συνόδου τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς περὶ ρυθμίσεως τῆς ὀδικῆς μεταφορᾶς ταξιδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων, οὗ τὸ κείμενον ἔπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ,
ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὸ ἄρθρον 42 τῆς ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσης τῇ 18ῃ Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας περὶ ρυθμίσεως τῆς ὀδικῆς μεταφορᾶς ταξιδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων, κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν.Δ. 4011/1959, δημοσιευθέντος εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 239/5-11-1959 φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως τὸ ἐν περιλήψει πρωτόκολλον.

Ἀποφασίζομεν

Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ ἐν τῷ συνόλῳ του τὸ ἐν Βελιγραδίῳ ὑπογραφέν τῇ 6 Νοεμβρίου 1959 Πρωτόκολλον τῆς 1ῆς Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, λαβούσης χώραν ἀπὸ 26 Ὀκτωβρίου - 6 Νοεμβρίου, τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 42 τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδίας Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας ρυθμιζούσης τὴν ὀδικὴν μεταφορὰν ταξιδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων, ἐκτελουμένην δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων, ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τῇ 18-6-1959 καὶ κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν.Δ. 4011/1959 ΦΕΚ 239/1959.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Φεβρουαρίου 1960

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
Ε. ΑΒΕΡΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ
ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ
Α. ΔΕΡΤΙΑΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ
ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΦ'ΟΓΟΣ
Θ. ΚΟΝΙΤΣΑΣ

PROTOCOLE

De la 1^{ère} Réunion de la Commission mixte, prévue par l'article 42 de l'Accord entre le Royaume de Grèce et la République P. Fédérative de Yougoslavie portant réglementation du transport routier de voyageurs et de marchandises, exécuté au moyen de véhicules commerciaux, conclu à Athènes le 18 juin 1959, laquelle a eu lieu du 26 octobre au 6 novembre 1959.

Ont participé aux travaux de la Commission les représentants suivants de la Grèce :

Président de la délégation :

Dr. Ing. Athanassios Nanes, Directeur au Ministère des Communications et des Travaux Publics.

Membres de la délégation :

Konstantinos Tsamados, Premier Secrétaire de l'Ambassade Royale de Grèce à Belgrade.

Mihail Škliris, Ministère des Finances, Direction des Douanes.

Konstantinos Daritsis, Ministère du Commerce, Direction des Exportations.

Antonios Grigoriadis, Département Commercial des Chemins de Fer Helléniques

Nicolaos Monahos, Syndicat des Transports Routiers de Marchandises.

Ioannis Lidorikis, Fédération Hellénique des Autocars

Ont participé aux travaux de la Commission les représentants suivants de la Yougoslavie :

Président de la délégation :

Dr. Jovan Paunovic, Conseiller au Secrétariat des Transports et des Communications du Conseil Exécutif Fédéral

Membres de la délégation :

Ing. Slavko Simonovic, Secrétariat des Transports et Communications du Conseil Exécutif Fédéral, Direction Fédérale des Routes

Mirko Kacar, Secrétariat d'Etat des Affaires Intérieures

Mirko Sakovic, Secrétariat d'Etat des Finances

Velibor Stankovic, Secrétariat d'Etat des Finances

Ing. Boris Lazarevski, Secrétariat de l'Industrie du Conseil Exécutif de la République Populaire de Macédoine

Boris Bukovic, Chambre Fédérale du Commerce Extérieur

Milorad Djinic, Association des Transports Routiers de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Experts :

Damnjan Zunjic, Direction des Douanes.

Milan Stevanovic, Direction Générale des Chemins de Fer.

Srbislav Saran, Direction Générale de l'Etablissement d'Etat d'Assurances.

La Commission mixte a adopté l'ordre du jour suivant :

I. Lignes régulières d'autocars.

II. Transports de marchandises.

III. Diverses questions relatives à l'application de l'Accord.

I. Lignes régulières d'autocars.

1. En cas de besoin, le transporteur est autorisé à doubler le nombre d'autocars desservant la ligne déterminée à condition que les deux véhicules respectent l'horaire approuvé par les organes compétents des deux pays.

L'augmentation ou la diminution du nombre de départs pour une ligne déterminée est sujette à l'autorisation préalable selon la procédure générale.

2. Le certificat attestant l'aptitude de l'organisation économique ou de l'entreprise, ainsi que du véhicule, à effectuer le transport international ne doit pas être indispensablement annexé à la demande en vue de l'autorisation de l'exploitation d'une ligne régulière d'autocars, sous condition qu'il soit envoyé ultérieurement, mais au plus tard jusqu'au commencement de l'exploitation de la ligne (article 3 de l'Accord.)

3. Lors de la demande de l'autorisation, les exploitants d'une ligne régulière d'autocars sont tenus d'envoyer deux billets permanents gratuits à l'autorité compétente de l'autre Partie contractante, par l'intermédiaire de l'autorité compétente de leur pays.

4. Suivant l'article 5 de l'Accord, les autorités compétentes des Parties contractantes ont la possibilité d'examiner la modification éventuelle des tarifs en vigueur même au cours de l'exploitation des lignes d'autocars correspondantes, en cas de variation des éléments influant sur les prix de transport.

Régulièrement les autorités compétentes examinent les tarifs une fois par an.

5. La Commission mixte a conclu que le modèle de billets de voyage seront fixés par les transporteurs intéressés. Ce modèle sera approuvé par les autorités compétentes des deux pays.

6. Sur le territoire de l'autre Partie contractante les billets de voyages sont vendus par l'intermédiaire soit d'un bureau touristique soit du transporteur qui exploite la même ligne et dont la siège social se trouve sur le territoire de ce pays où les billets sont rendus, ou, pendant le voyage, directement par le conducteur de l'autocar.

7. Le montant encaissé par le conducteur au cours de voyage sur le territoire de l'autre Partie contractante doit être déposé au bureau de douane de sortie au moyen d'une liste récapitulative, prescrite par l'autorité compétente de ladite Partie contractante.

8. Après l'expiration de chaque trimestre, les autorités compétentes des deux pays échangent les statistiques suivantes concernant les lignes régulières d'autocars :

a) nombre de voyages effectués:

b) nombre de voyageurs partant d'un pays ainsi que le nombre de voyageurs partant de l'autres pays:

c) sommes encaissées en dinars et en drachmes, en total et spécifiées selon les prix de transport.

9. La Commission mixte recommande que les autorités compétentes des deux pays étudient la possibilité éventuelle de l'exploitation en commun des lignes régulières d'autocars entre les deux pays et en transit.

10. La Commission mixte recommande que les autorités compétentes des deux pays étudient la possibilité de la mise en service de la ligne régulière d'autocars Salonique-Ohrid, dont la période de l'exploitation serait du 15 mai au 30 septembre.

II. Transport de marchandises

1. Dans le sens des articles 16 à 21 de l'Accord, chaque année, au plus tard jusqu'au 30 novembre, les organes compétents fixeront de commun accord le nombre d'autorisation pour le transport de marchandises à effectuer au cours de l'année prochaine, exemptés des droits et taxes.

Au plus tard jusqu'au 25 décembre les organes compétents échangeront les autorisations dont le nombre est ainsi fixé, en trois exemplaires dûment vérifiés.

2. Les autorisations demandées pour les transports non exemptés des droits et taxes seront envoyées à l'organe compétent du pays sur le territoire duquel se trouve le siège social du transporteur intéressé au plus tard dans un délai de 20 jours à dater de la réception de la demande.

3. L'original de l'autorisation est à délivrer au transporteur et doit être à bord du véhicule; la première copie est à retourner à l'organe compétent qui l'a délivrée; la deuxième copie est gardée par l'organe compétent du pays où se trouve le siège social du transporteur.

4. Vers la fin de chaque trimestre, et au plus tard dans un délai de 15 jours du premier mois du trimestre suivant, les organes compétents sont tenus à procéder à l'échange des deuxièmes copies des autorisations délivrées au cours du trimestre précédent.

5. Après l'expiration de l'année, au plus tard jusqu'au 31 janvier de l'année suivante, les organes compétents retourneront l'un à l'autre les autorisations non utilisées.

6. Les autorisations pour les véhicules exemptés des droits et taxes seront imprimées sur papier rouge portant un sceau noir avec l'inscription «exempté de droits et taxes» et les autres sur papier blanc avec un sceau rouge portant l'inscription «soumis aux droits et taxes».

7. Les services grec et yougoslave chargés de délivrer les certificats relatifs à l'aptitude du transporteur et du véhicule à effectuer le transport international seront notifiés dans un délai de trois mois après la date de l'approbation du présent Protocole.

8. Un seul certificat relatif à l'aptitude du véhicule suffit pour le tracteur et sa semi-remorque.

9. La Commission mixte a pris note de la déclaration donnée par la délégation hellénique, selon laquelle les autorités compétentes grecques s'orientent vers l'adoption de la lettre de voiture internationale.

10. La délégation yougoslave propose 300 comme nombre d'autorisations pour le transport de marchandises devant être effectuée pendant l'année 1960 exempté, sur la base de réciprocité, de tous taxes et droits sur les véhicules et le transport effectué sur le territoire des deux Parties contractantes. En proposant ce nombre de 300, la délégation yougoslave n'a pris en considération que les intérêts grecs, vu que le nombre de passage des véhicules yougoslaves sur le territoire grec, au cours des dernières années, était d'un ordre tout-à-fait négligeable.

La délégation hellénique accepte provisoirement que le nombre d'autorisations pour les transports de marchandises exemptés de taxes et droits sur les véhicules et le transport effectué sur le territoire des deux Parties contractantes soit 300. Néanmoins, elle considère que ce chiffre est minimal par rapport aux besoins grecs prévus pour l'année 1960.

La délégation yougoslave se réserve de réexaminer la question dans son ensemble et de reviser le nombre fixé en vue de l'augmenter, dans le cas où l'entrée de véhicules yougoslaves en zone libre yougoslave de Salonique deviendrait possible.

III. Diverses questions relatives à l'application de l'Accord

1. a) L'exemption réciproque des droits et taxes prévue, par l'article 40 de l'Accord, concerne :

les transports de marchandises dont le nombre est fixé par les organes compétents des deux pays ou par la Commission mixte ;

les transports de voyageurs, excepté les lignes régulières en transit.

b) Cette exemption comprend :

taxes routières frappant les véhicules effectuant le transport de voyageurs ou de marchandises ;

taxes sur les billets de voyage pour les lignes régulières d'autocars ;

toutes les taxes administratives pour procéder à la délivrance des autorisations ainsi que pour les autorisations elles-mêmes ;

c) pour les transports de marchandises hors du contingent fixé par les organes compétents des deux pays ou par la Commission mixte ainsi que pour les lignes régulières de transit les droits et taxes correspondantes, routières et administratives (pour procéder à la délivrance des autorisations et les autorisations mêmes), sont payés selon la législation de la Partie contractante dont les autorités compétentes délivrent les autorisations et dont le territoire est emprunté.

La délégation hellénique est d'avis que les lignes régulières d'autocars en transit devraient être aussi exemptées de droits et taxes.

2. La Commission mixte trouve nécessaire que les organes compétents recommandent que chaque véhicule lors de l'entrée sur le territoire de l'autre Partie contractante, soit muni d'une police d'assurance contractée, couvrant la responsabilité du transporteur pour les dommages causés aux tiers.

Cette police est considérée comme garantie que les dommages causés aux tiers seront indemnisés.

La Commission mixte propose que les compagnies d'assurance des deux pays procèdent aux démarches nécessaires en ce qui concerne la régularisation mutuelle des dommages.

3. Jusqu'au moment où le régime TIR n'entre en vigueur en Grèce, le régime douanier actuel sera appliqué à condition que les scelléments douaniers apposés sur le véhicule par les organes douaniers yougoslaves seront reconnus par les organes douaniers grecs aussi comme document de l'aptitude du véhicule exigé selon les prescriptions douanières grecques.

Les transports seront effectués sans caution ni escorte douanière, sous condition que les scelléments douaniers posés se trouvent intacts par le service compétent douanier.

La Commission mixte a convenu que ce régime provisoire ne doit pas durer plus de six mois après la date de l'approbation du présent Protocole afin que les deux Parties contractantes aient le temps nécessaire pour procéder à la ratification des Conventions internationales mentionnées à l'alinéa 2 de l'article 43 de l'Accord.

4. Les autocars effectuant le transport de voyageurs pour compte propre seront munis de la suivante attestation, à délivrer par l'organe compétent de la Partie contractante respective, suivant le texte ci-après :

Attestation

L'autocar ayant le numéro d'immatriculation.....
 marque de fabrique..... numéro du châssis.....
 numéro du moteur..... appartenant à
 adresse..... n'est pas tenu, selon l'article 22 de l'Accord entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, portant réglementation du transport routier de voyageurs et de marchandises, exécuté au moyen de véhicules commerciaux, d'être muni de certificat relatif à l'aptitude du transporteur et du véhicule à effectuer le transport international.

5. La Commission mixte constate que la page numéro 2, de l'Annexe 11 à l'Accord fait partie de l'annexe III et qu'elle a été par erreur ajoutée à l'annexe II.

6. La Commission mixte constate que dans le titre de l'annexe VI de l'Accord c'est l'article 33 qui doit être mentionné à la place de l'article 34, lequel y figure par erreur.

Le présent Protocole est fait à Belgrade le six novembre mil neuf cent cinquante-neuf, en double original en français, les deux textes faisant également foi.

Le Président de la délégation grecque
 A. NANES

Le Président de la délégation yougoslave
 Dr. J. PAUNOVIC

Π Ρ Ω Τ Ο Κ Ο Λ Λ Ο Ν

Τῆς 1ης συσκέψεως τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ 42ου ἀρθροῦ τῆς συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, διαλαμβάνον τὸν διακανονισμόν τῆς ὁδικῆς μεταφορᾶς ταξιδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων, ἐκτελουμένης δι' ἐμπορικῶν τροχοφόρων ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 18-6-1959, ἣτις ἔλαβε χώραν ἀπὸ 26-10 ἕως 6-11-1959.

Συμμετέσχον εἰς τὰς Ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς οἱ κάτωθι ἀντιπρόσωποι τῆς Ἑλλάδος.

Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας :

Δρ. Μηχανικός Ἀθ. Νάνες, Δ/ντῆς τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν καὶ Δημ. Ἔργων.

Μέλη τῆς Ἀποστύλῃς :

Κωνστ. Τσαμαδός, Πρώτος Γραμματεὺς τῆς ἐν Βελιγραδίῳ Ἑλληνικῆς Β. Πρεσβείας.

Μιχαήλ Σικλήρης, Τοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν, Τελωνειακῆς Δ/νσεως.

Κων. Δαρίτσης, Τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορίου, Δ/νσεως Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου.

Ἄντ. Γρηγοριάδης, Τοῦ Ἐμπορικοῦ Τμήματος τῶν Ἑλληνικῶν Σιδηροδρόμων.

Νικ. Μοναχός, Τοῦ Συνδικάτου Χερσαίων Μεταφορῶν.

Ἰωάν. Λιδωρίκης, Τῆς Ἑλληνικῆς Συνομοσπονδίας ὑπεραστικῶν λεωφορειῶν.

Συμμετέσχον εἰς τὰς Ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς οἱ ἐξῆς ἀντιπρόσωποι τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας :

Dr Jovan Paunovic, Σύμβουλος τῆς Γραμματείας τῶν μεταφορῶν καὶ συγκοινωνιῶν τοῦ ἐκτελεστικοῦ Ὄμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου.

Μέλη τῆς Ἀντιπροσωπείας :

Μηχαν. Slavko Simonovic Γραμματείας τῶν μεταφορῶν καὶ συγκοινωνιῶν τοῦ ἐκτελεστικοῦ Ὄμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου Ὄμοσπονδιακῆς Δ/νσεως Μεταφορῶν.

Mirco Kascar, Γραμματείας τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑποθέσεων.

Miroo Saeovic Γραμματείας τῶν Οἰκονομικῶν.

Varibor Stankovic, Ὁμοίως.

Μηχ. Boris Lazarevski, Γραμματείας τῆς Βιομηχανίας τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Μακεδονίας.

Boris Vukovic, Ὁμοσπονδ. Ἐπιμελητήριον τοῦ Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου.

Milorad Djinic, Ἐνωσις τῶν ὀδικῶν μεταφορῶν τῆς Λαϊκῆς Ὄμοσπονδ. Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Ἐμπειρογνώμονες

Damjan Zunjin Τελωνειακῆς Διευθύνσεως.

Milan Stefanovic Γεν. Δ/νσεως τῶν Σιδηροδρόμων.

Srbislav Saran, Γενική Δ/νσεως τοῦ Κρατικοῦ Ὁργανοῦ Ἀσφαλίσεως.

Ἡ μικτὴ ἐπιτροπὴ υἰοθέτησε τὴν κάτωθι ἡμερησίαν διάταξιν.

I. Κανονικαὶ λειφορειακαὶ γραμμαὶ

II. Μεταφορὰ ἐμπορευμάτων.

III. Διάφορα ζητήματα σχετικὰ μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς συμφωνίας.

I. Κανονικαὶ λεωφορειακαὶ γραμμαὶ.

1. Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, ὁ μεταφορεὺς ἐξουσιοδοτεῖται νὰ διπλασιάσῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν λεωφορείων τῶν ἐξυπηρετούντων τὴν καθορισθεῖσαν γραμμὴν ὑπὸ τὸν ὄρον ὅπως τὰ δύο ὀχήματα τηρήσουν τὸ ἐγκειρισμένον παρὰ τῶν ἀρμοδίων ὀργανῶν τῶν δύο χωρῶν δρομολόγιον.

Ἡ αὐξήσις ἢ ἡ μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀναχωρήσεων δεδομένης γραμμῆς ὑπόκεινται εἰς προηγουμένην ἐγκρίσιν κατὰ τὴν γενικὴν διαδικασίαν.

2. Τὸ πιστοποιητικὸν τὸ βεβαιοῦν τὴν ἱκανότητα τοῦ οικονομικοῦ ὀργανισμοῦ ἢ τῆς ἐπιχειρήσεως ὡς καὶ τοῦ ὀχήματος νὰ ἐκτελέσῃ τὴν διεθνῆ μεταφορὰν, δὲν εἶναι ἀπαραίτητον νὰ ἐπισυνάπτεται εἰς τὴν αἴτησιν διὰ τὴν χορήγησιν ἀδείας ἐκμεταλλεύσεως κανονικῆς λεωφορειακῆς γραμμῆς, ἀρκεῖ νὰ ὑποβληθῇ μετ'ἡμετέρως ἀλλὰ τὸ βραδύτερον μέχρι ἐνάρξεως τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῆς γραμμῆς (ἄρθρον 3 τῆς Συμφωνίας).

3. Ἄμα τῇ αἰτῆσει διὰ τὴν χορήγησιν τῆς ἐγκρίσεως (ἀδείας) οἱ ἐκμεταλλευταὶ κανονικῆς τινος λεωφορειακῆς γραμμῆς ὑποχρεοῦνται νὰ ἀποστέλουν δύο διαρκῆ εἰσιτήρια δωρεὰν κυκλοφορίας εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν μέσῳ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τῆς χώρας τῶν.

4. Κατὰ τὸ ἄρθρον 5 τῆς συμφωνίας, αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἔχουσι τὴν δυνατότητα νὰ ἐξετάσουν τὴν ἐνδεχομένην μεταβολὴν τῶν ἐν ἰσχύϊ τιμολογίων καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν ἀντιστοιχῶν λεωφορειακῶν γραμμῶν ἐν περιπτώσει μεταβολῆς τῶν στοιχείων ἄτινα ἐπιδρῶν ἐπὶ τοῦ ὑπολογισμοῦ αὐτῶν.

Κανονικῶς αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ ἐξετάζουσι τὸ τιμολόγιον ἀπαξ τοῦ ἔτους.

5. Ἡ μικτὴ ἐπιτροπὴ ἐδέχθη ὅπως τὸ ὑπόδειγμα τῶν εἰσιτηρίων τῶν ἐπιβατῶν καθορισθῆ παρὰ τῶν ἐνδιαφερομένων μεταφορέων. Τὸ ἀνωτέρω ὑπόδειγμα θὰ ἐγκριθῇ καὶ ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

6. Ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν τὰ εἰσιτήρια θὰ πωλῶνται εἴτε μέσῳ τουριστικοῦ τινὸς γραφείου, εἴτε μέσῳ τοῦ μεταφορέως ὅστις ἐκμεταλλεύεται τὴν ἰδίαν γραμμὴν καὶ τοῦ ὁποιοῦ ἢ ἔδρα τῆς ἐπιχειρήσεως εὐρίσκειται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς χώρας, ὅπου πωλοῦνται τὰ εἰσιτήρια ἢ ἐπ' ὅσον αὐτὰ ἐκδίδωνται κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου ἀπ' εὐθείας παρὰ τοῦ ὀδηγοῦ τοῦ λεωφορείου.

7. Τὸ ἀντίτιμον τοῦ εἰσιτηρίου τὸ εἰσπραχθὲν παρὰ τοῦ ὀδηγοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν δέον νὰ κατατίθεται εἰς τὸ τελωνειακὸν γραφεῖον τῆς ἐξόδου μέσῳ συγκεντρωτικῆς καταστάσεως καθορισθείσης ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ρηθέντος συμβαλλομένου μέρους.

8. Μετὰ τὴν λήξιν ἐκάστης τριμηναίας αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν ἀνταλλάσσουσι τὰ ἀκόλουθα στατιστικὰ στοιχεῖα ἄτινα ἀφοροῦν τὰς κανονικὰς λεωφορειακὰς γραμμάς.

α) Ἀριθμὸν ἐκτελεσθέντων ταξιδίων.

β) Ἀριθμὸν ἐπιβατῶν ἀναχωρούντων ἐξ ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν.

γ) Εἰσπραχθέντα ποσὰ εἰς δινάρια καὶ δραχμὰς ἐν συνόλῳ καὶ εἰδικότερον κατὰ τιμὰς εἰσιτηρίων ἀναλόγως τῆς τιμῆς μεταφορᾶς.

9. Ἡ μικτὴ ἐπιτροπὴ συνιστᾷ ὅπως αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν μελετήσουν τὸ ἐνδεχόμενον τῆς κοινῆς ἐκμεταλλεύσεως τῆς κανονικῆς λεωφορειακῆς γραμμῆς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ ὑπὸ διαμετακόμισιν.

10. Ἡ μικτὴ ἐπιτροπὴ συνιστᾷ ὅπως αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν μελετήσωσιν τὴν δυνατότητα τῆς ἐγκαταστάσεως τῆς κανονικῆς λεωφορειακῆς γραμμῆς Θεσσαλονίκης Ὀχρίδος τῆς ὑποίας ἢ περιόδου ἐκμεταλλεύσεως θὰ ὀρίετο ἀπὸ 15 Μαΐου μέχρι 30 Σεπτεμβρίου.

II. Μεταφορὰ ἐμπορευμάτων.

1. Κατὰ τὴν ἔνοιαν τῶν ἀρθρῶν 16 καὶ 21 τῆς συμφωνίας ἐκαστον ἔτος, τὸ βραδύτερον μέχρι 30 Νοεμβρίου, τὰ ἀρμόδια ὄργανα θὰ καθορίζουσι κοινῇ συμφωνίᾳ τὸν ἀριθμὸν τῶν

αδειών διά τας μεταφοράς εμπορευμάτων αιτινες θα εκτελεσθώσιν κατά τὸ ἐπόμενον ἔτος καὶ αιτινες θα ἐξαιρούνται παντὸς φόρου καὶ δικαιώματος.

Τὸ βραδύτερον μέχρι 25 Δεκεμβρίου τὰ ἀρμόδια ὄργανα θὰ ἀνταλλάξουν τὰς ἀδείας ὧν ὁ ἀριθμὸς καθορίσθη ὡς ἀνωτέρω, εἰς τρία ἀντίτυπα δέοντως ἡλεγχμένα.

2. Αἱ ἀδειαι διά τὰς μεταφορὰς τὰς μὴ ἀπηλλαγμένας φόρων καὶ δικαιωμάτων θὰ ἀποστέλλωνται εἰς τὸ ἀρμόδιον ὄργανον τῆς χώρας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁποίας εὐρίσκεται ἡ ἐπαγγελματικὴ ἔδρα τοῦ ἐνδιαφερομένου μεταφορέως τὸ βραδύτερον ἐντὸς προθεσμίας 20 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεως τῆς αἰτήσεως.

3. Τὸ πρωτότυπον τῆς ἀδείας παραδίδεται εἰς τὸν μεταφορέα καὶ δέον νὰ εὐρίσκεται ἐπὶ τοῦ ὄχηματος. Τὸ πρῶτον ἀντίγραφον δέον νὰ ἐπιστραφῇ εἰς τὸ ἀρμόδιον ὄργανον ὕπερ τοῦ ἐξέδωκεν τὸ δεύτερον ἀντίγραφον κρατεῖται παρὰ τοῦ ἀρμόδιου ὄργάνου τῆς χώρας ἐνθα εὐρίσκεται ἡ ἐπαγγελματικὴ ἔδρα τοῦ μεταφορέως.

4. Τὸ τέλος ἐκάστης τριμηνίας ἢ τὸ βραδύτερον ἐντὸς τοῦ πρώτου δεκαπενθημέρου τῆς ἐπομένης τριμηνίας τὰ ἀρμόδια ὄργανα δέον νὰ προβοῦν εἰς τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν δευτέρων ἀντιγράφων τῶν αδειῶν αιτινες ἐχορηγήθησαν κατὰ τὸ προηγούμενον τρίμηνον.

5. Μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τοῦ ἔτους καὶ τὸ βραδύτερον μέχρι 31 Ἰανουαρίου τοῦ ἐπομένου ἔτους τὰ ἀρμόδια ὄργανα θὰ ἐπιστρέψουν ἀμοιβαίως τὰς μὴ χρησιμοποιηθείσας ἀδείας.

6. Αἱ ἀδειαι τῶν μὲν ὀχημάτων ἅτινα ἐξαιρούνται τῆς καταβολῆς φόρων καὶ δικαιωμάτων θὰ τυπώνονται ἐπὶ ἐρυθροῦ χάρτου φέροντος μαύρην σφραγίδα ἀναγράφουσαν τὴν φράσιν «ἀπηλλαγμένον φόρων καὶ δικαιωμάτων» τῶν δὲ μὴ ἀπηλλαγμένων ἐπὶ λευκοῦ χάρτου μετὰ ἐρυθρᾶς σφραγίδος ἀναγραφούσης τὴν φράσιν κύριοι κείμενον εἰς τὴν καταβολὴν φόρων καὶ δικαιωμάτων».

7. Αἱ Ἑλληνικαὶ καὶ Γιουγκοσλαβικαὶ ὑπηρεσίαι αἱ ἐπιφορτισμέναι μετὰ τὴν χορήγησιν τῶν βεβαιώσεων περὶ καταλληλότητος τοῦ μεταφορέως καὶ τοῦ ὀχήματος νὰ ἐκτελέσῃ τὴν διεθνή μεταφοράν θὰ γνωστοποιηθοῦν ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐγκρίσεως τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

8. Ἐν μόνον πιστοποιητικὸν καταλληλότητος τοῦ ὀχήματος ἀρκεῖ διά τὸ ρυμουλκῶν καὶ ρυμουλκούμενον ὄχημα.

9. Ἡ μικτὴ ἐπιτροπὴ ἔλαβε ὑπ' ὄψιν τὴν παρὰ τῆς Ἑλληνικῆς ἀντιπροσωπείας γενομένην δῆλωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ ἀρμόδιαι Ἑλληνικαὶ ἀρχαὶ προσανατολίζονται πρὸς τὴν υἰοθέτησιν τῆς διεθνοῦς φορτωτικῆς.

10. Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ ἀντιπροσωπεία προτείνει τὸν ἀριθμὸν 300 ὡς ἀριθμὸν αδειῶν διά τὴν μεταφορὰν εμπορευμάτων γενησομένην κατὰ τὸ ἔτος 1960 αιτινες βάσει τῆς ἀρχῆς τῆς ἀμοιβαιότητος θὰ ἐξαιρούνται παντὸς φόρου καὶ δικαιώματος ἐπὶ τῶν ὀχημάτων καὶ τῆς μεταφορᾶς τῆς γενομένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν δύο συμβεβλημένων μερῶν.

Προτείνοντας τὸν ἀριθμὸν τῶν 300 ἡ Γιουγκοσλαβικὴ ἀντιπροσωπεία δὲν ἔλαβε ὑπ' ὄψιν τῆς εἰ μὴ τὰ Ἑλληνικὰ συμφέροντα, δοθέντος ὅτι ὁ ἀριθμὸς τῶν διελεύσεων Γιουγκοσλαβικῶν ὀχημάτων ἐπὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν τελευταίων ἐτῶν ἦτο τάξεως ἀμελητέας.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία δέχεται προσωρινῶς ὅπως ὁ ἀριθμὸς τῶν αδειῶν διά τὰς μεταφορὰς εμπορευμάτων ἀπηλλαγμένων φόρων καὶ δικαιωμάτων ἐπὶ τῶν ὀχημάτων καὶ τῆς ἐκτελούμενης μεταφορᾶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν δύο συμβεβλημένων μερῶν ὀρισθῇ εἰς 300. Ἐν τούτοις κρίνει ὅτι

ὁ ἀριθμὸς αὐτὸς εἶναι ἐλάχιστος ἐν σχέσει μετὰ τὰς προβλεπομένας Ἑλληνικὰς ἀνάγκας διά τὸ ἔτος 1960.

Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ ἀντιπροσωπεία ἐπιθυμᾷ σέσται νὰ ἐπανεξετάσῃ τὸ ζήτημα ἐν τῷ συνόλῳ του καὶ νὰ ἀναθεωρήσῃ τὸν καθορισθέντα ἀριθμὸν μετὰ προσωπικὴν αὐξήσεώς του εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν ἡ εἴσοδος Γιουγκοσλαβικῶν ὀχημάτων εἰς τὴν ἐλευθέραν Γιουγκοσλαβικὴν ζώνην Θεσσαλονίκης καθίστατο δυνατῆ.

III. Διάφορα ζητήματα σχετικὰ μετὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας.

1. α) Ἡ ἀμοιβαία ἀπαλλαγὴ φόρων καὶ δικαιωμάτων ἢ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ άρθρου 40 τῆς Συμφωνίας ἀφορᾷ: —τὰς μεταφορὰς εμπορευμάτων ὧν ὁ ἀριθμὸς ἔχει ὀρισθῇ ὑπὸ τῶν ἀρμόδιων ὀργάνων τῶν δύο χωρῶν ἢ παρὰ τῆς μικτῆς ἐπιτροπῆς.

—τὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν, ἐξαιρέσει τῶν κανονικῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν γραμμῶν.

β) Ἡ ἐξαιρέσις αὕτη περιλαμβάνει φόρους ὁδοποιίας πλειττοντας τὰ ὄχηματα τὰ ἐκτελοῦντα μεταφορὰν προσώπων ἢ πραγμάτων.

—φόρους ἐπὶ τῶν εἰσιτηρίων ἐπιβατῶν διά τὰς κανονικὰς λεωφορειακὰς γραμμὰς.

—ὄλους τοὺς διοικητικῆς φύσεως φόρους διά τὴν ἔκδοσιν τῶν αδειῶν καὶ δι' αὐτὰς ταύτας τὰς ἀδείας.

γ) Διά τὰς μεταφορὰς εμπορευμάτων ἐκτὸς τοῦ ἀριθμοῦ ὅστις ὀρίσθη ὑπὸ τῶν ἀρμόδιων ὀργάνων τῶν δύο χωρῶν ἢ παρὰ τῆς μικτῆς ἐπιτροπῆς ὡς καὶ διά τὰς κανονικὰς ὑπὸ διαμετακόμισιν λεωφορειακὰς γραμμὰς τὰ δικαιώματα καὶ ἀντίστοιχοι φόροι ὁδοποιίας καὶ διοικητικοὶ (διὰ τὴν ἔκδοσιν τῶν αδειῶν καὶ δι' αὐτὰς ταύτας τὰς ἀδείας) πληρώνονται συμφώνως πρὸς τὴν Νομοθεσίαν τοῦ συμβαλλομένου μέρους τοῦ ὁποίου αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ ἐκδίδουν τὰς ἀδείας καὶ τῶν ὁποίων χρησιμοποιεῖται τὸ ἔδαφος.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία εἶναι τῆς γνώμης ὅτι καὶ κανονικὰ διακοσμητικὰ λεωφορειακὰ γραμμὰ, δέον νὰ ἐξαιρεθοῦν τῆς καταβολῆς δικαιωμάτων καὶ φόρων.

2. Ἡ μικτὴ ἐπιτροπὴ κρίνει ἀναγκαῖον, ὅπως τὰ ἀρμόδια ὄργανα συστήσουν ὅπως ἕκαστον ὄχημα ἅμα τῇ εἰσόδῳ αὐτοῦ ἐντὸς ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἶναι ἐφοδιασμένον δι' ἀσφαλείας καλυπτούσης τὴν εὐθύνην τοῦ μεταφορέως ἔναντι ζημιῶν πρὸς τρίτους.

Ἡ ἀσφάλεια αὕτη θεωρεῖται ὡς ἐγγύησις ὅτι αἱ ἔναντι τρίτων προξενηθεῖσαι ζημίαι θὰ ἀποκατασταθοῦν.

Ἡ μικτὴ ἐπιτροπὴ προτείνει, ὅπως αἱ ἀσφαλιστικαὶ ἐταιρεῖαι τῶν δύο χωρῶν προβοῦν εἰς τὰ ἀναγκαῖα διαβήματα εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὴν ἀμοιβαίαν ρύθμισιν τῶν ζημιῶν.

3. Μέχρι τῆς στιγμῆς τῆς καθιερώσεως τοῦ καθεστώτος TIR ἐν Ἑλλάδι τὸ σημερινὸν τελωνειακὸν καθεστῶς θὰ ἐφαρμοσθῇ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως αἱ τελωνειακὰ σφραγίδες αἱ ἐπιτεθεῖσιν ἐπὶ τοῦ ὀχήματος ὑπὸ τῶν τελωνειακῶν Γιουγκοσλαβικῶν ὀργάνων ἀναγνωρίζονται ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν τελωνειακῶν ὀργάνων καὶ ὡς πιστοποιητικὸν ἰκανότητος τοῦ ὀχήματος ὕπερ ἀπαιτεῖται κατὰ τὰς Ἑλληνικὰς τελωνειακὰς προδιαγραφὰς.

Αἱ μεταφορὰὶ θὰ ἐνεργῶνται ἀνευ ἐγγυήσεως καὶ τελωνειακῆς συνοδείας ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι αἱ τεθεῖσαι τελωνειακὰ σφραγίδες ἦθελον εὐρεθῇ ἀνέπαφοι παρὰ τῆς ἀρμοδίας τελωνειακῆς ἀρχῆς.

Ἡ μικτὴ ἐπιτροπὴ συμφώνησε, ὅπως τὸ προσωρινὸν τοῦτο καθεστῶς μὴ διαρκέσῃ πλέον τῶν ἑξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐγκρίσεως τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἵνα τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη ἔχωσιν τὸν ἀπαιτούμενον χρόνον

δπως προβῶσιν εἰς τὴν ἐπικύρωσιν τῶν Διεθνῶν Συμβάσεων περὶ ὧν ποιεῖται μνείαν ἢ παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 43 τῆς συμφωνίας.

4. Τὰ λεωφορεῖα τὰ ἐκτελοῦντα τὴν μεταφορὰν ἐπιβατῶν δι' ἴδιον λογαριασμὸν θὰ εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ τῆς κατωτέρω βεβαιώσεως ἣτις θὰ ἐκδίδεται παρὰ τοῦ ἀρμοδίου ὀργάνου τοῦ ἐτέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν συμφώνως πρὸς τὸ κάτωθι ὑπόδειγμα.

Β ε β α ἰ ω σ ι ς

Τὸ λεωφορεῖον μετ' ἀριθμὸν κυκλοφορίας Ἔργοστασίου κατασκευῆς ἀριθμοῦ πλαισίου ἀριθμὸς κινητήρος ἀνήκον εἰς Διεύθυνσις θὰ εἶναι ὑποχρεωμένον κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 22 τῆς συμφωνίας μετὰ τῆς Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Συνομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας ρυθμιζούσης τὴν ὀδικὴν μεταφορὰν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων τὴν ἐκτελουμένην μέσῳ ἐμπορικῶν ὀχημάτων νὰ εἶναι ἐφωδιασμένον μετ' ἐπισημοποιητικὸν σχετικὸν μετ' τὴν ἱκανότητη τοῦ μεταφορέως καὶ τοῦ ὀχήματος δι' ἐκτέλεσιν διεθνούς μεταφορᾶς.

5. Ἡ μικτὴ ἐπιτροπὴ διαπιστώνει ὅτι ἡ σελὶς ἀριθμὸς 2 τοῦ Παραρτήματος II τῆς Συμφωνίας ἀποτελεῖ μέρος τοῦ Παραρτήματος III καὶ ὅτι ἐκ σφάλματος προστέθη εἰς τὸ Παράρτημα II.

6. Ἡ μικτὴ ἐπιτροπὴ διαπιστώνει ὅτι εἰς τὸν τίτλον τοῦ Παραρτήματος VI τῆς συμφωνίας δέον ν' ἀναφερθῇ τὸ ἄρθρον 33 ἀντὶ τοῦ ἄρθρου 34 τὸ ὁποῖον ἀνεγράφη ἐκ σφάλματος.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ τὴν ἕκτην Νοεμβρίου χίλια ἐννεακόσια πενήκοντη ἐννέα εἰς διπλοῦν πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν, τῶν δύο καίμενων ὄντων ἰσοδυνάμων.

Ὁ Πρόεδρος

Τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας

A. NANES

Ὁ Πρόεδρος

Τῆς Γιουγκοσλαβικῆς

Ἀντιπροσωπείας

DR. J. PAUNOVIC

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1 Ιανουαρίου 1957 ή έτησε συνδρομή της Έφημερίδος της Κυβερνήσεως, ή τιμή των τμηματικώς πωλουμένων φύλλων αυτής και τα τέλη δημοσιεύσεως εν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν και Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης και τῷ Παραρτήματι της Έφημερίδος της Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'	Δραχ.	400
2. » » Β'	»	250
3. » » Γ'	»	200
4. » » Παράρτημα	»	200
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	500
6. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	300
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς και Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα και τὰ Δελτία	»	2.000

Οἱ Δήμοι και αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Υπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογουσι τὰ ἐξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'	Δραχ.	20.-
2. » » Β'	»	12,50
3. » » Γ'	»	10.-
4. » » Παράρτημα	»	10.-
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	25.-
6. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	15.-
7. » » Δελτίον Ἐμπ. και Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.-
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	100.-

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων και ἄνω, ἐκτὸς ἐδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

I. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν και Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.		
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ..	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων και προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, ὡς και τῶν κατὰ τὸ άρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων ..	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939 ..	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς και τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000

10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπων ἐν Ἑλλάδι ἄλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν	»	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν ...	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων και προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν κθέσεων κτιμῆσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

II. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων και λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5 ο/ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ και τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μορμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύναται ν' ἀποστέλλονται και εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὄνομα τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν και τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφωνῶν πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἐτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποτέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν και τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ